



COMMUNIQUE DE PRESSE DU 8 JUILLET 2022
USD CGT Santé Action Sociale 65, CGT Territoriaux de Tarbes,
CGT Finances Publiques 65.

Le Ministre de la transformation et de la Fonction Publique était dans notre département ce vendredi 8 juillet.

Ce dernier, fidèle à ce qui est devenu une habitude, n'a pas daigné recevoir les organisations syndicales de la fonction publique, déléguant la tâche à un de ses conseillers (M. Ulysse Dorioz) .

Méthode détestable s'il en est, où l'on peut constater toute l'estime que porte ce gouvernement aux représentant.e.s du personnel.

La CGT a dénoncé la revalorisation insuffisante du point d'indice (3,5%), après 10 années de gel du point, une perte de pouvoir d'achat de 25 % sur les 20 dernières années et une inflation annuelle qui atteindra 7 % en 2022.

Elle a insisté sur le poids des dépenses de carburant dans le budget des salariés, notamment des agents de la catégorie C, qui sont par exemple très majoritaires à la ville de Tarbes et dans l'ensemble des collectivités du département.

Il faudrait au minimum une revalorisation immédiate de 10 % du point, avec des perspectives d'évolution sur les prochaines années, et une refonte totale des grilles de salaire pour rendre attractives les carrières des trois fonctions publiques.

La CGT a dénoncé une politique sciemment organisée de démantèlement des services publics de proximité, axée sur un tout-numérique qui crée des véritables zones de non droit, comme l'a dénoncé récemment la défenseuse des droits dans son rapport 2021.

Démantèlement et réduction drastique des horaires d'ouverture des services des finances publiques (il ne restera en 2023 qu'une trésorerie de proximité- Arreau- sur les 13 qui existaient en 2019), des hôpitaux publics et de la santé publique en phase d'effondrement (fermetures de l'unité soins intensifs neuro-vasculaires de l'hôpital de Tarbes, du service d'urgence de Bagnères la nuit, de 64 lits de Soins de Suite et de Réadaptation et du projet d'hôpital unique qui ne répondra pas aux besoins de santé de la population), des services municipaux en grande difficulté impactés par une logique purement comptable et notamment dans la filière médico-sociale.

Les Etablissements France Service comme l'a dénoncé la défenseuse des droits ne donnent que l'illusion de la proximité.

En fait, à la place d'une proximité réelle, le gouvernement plus préoccupé de propagande que de concret, installe une proximité virtuelle où l'humain n'a plus sa place au motif d'économies budgétaires.

Dans le même temps profits et fortunes des milliardaires explosent dans notre pays.

Celles et ceux qui payent le prix de cette politique délibérée ce sont les populations et des agents publics en situation de souffrance au travail, mal rémunérés et dans l'impossibilité dans bien des cas de pouvoir assumer leurs missions.

En matière de santé, ce sont clairement des « pertes de chance » pour les malades Hauts Pyrénéens et des mises en danger de la vie d'autrui.

**Le Ministère de M. Guérini et de son conseiller à la transformation
(issu du cabinet privé Columbus Consulting) n'est pas celui de la transformation.
Il est celui de la destruction organisée des services publics et de leur privatisation.**